



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

droit du travail

Question écrite n° 21715

Texte de la question

M. Louis Cosyns attire l'attention de M. le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité sur les nouvelles instructions ministérielles de la circulaire DGAS/4A15B/2008/67 du 27 février 2008 quant aux dispositions du décret du 31 janvier 2008, relatif à la gratification et au suivi des stages, relayées par les établissements de formation et de recherche en travail social. Ces établissements indiquent qu'ils enregistrent une forte augmentation du nombre de refus catégoriques d'accueil de stagiaires par les employeurs, les établissements et services sociaux et médico-sociaux, au motif qu'ils n'ont pas reçu les garanties nécessaires de leurs financeurs quant à la prise en compte de cette nouvelle charge. Les établissements de formation sont inquiets de la mise en péril du nécessaire apprentissage des étudiants par l'intermédiaire des périodes de stage et au vu du rôle croissant de l'expérience de terrain en milieu professionnel dans le processus de certification. Si rien n'est fait pour assurer le financement de ces stages, la possibilité pour les étudiants d'obtenir à terme leur diplôme et donc leur accès à l'emploi sur le territoire national, est gravement remise en cause. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer les intentions du Gouvernement en la matière, notamment à propos de l'opportunité d'un financement public de la gratification des étudiants dans le secteur social et médico-social.

Texte de la réponse

L'attention du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité a été appelée sur l'application de la réglementation sur les stages étudiants issue de la loi du 31 mars 2006 sur l'égalité des chances et le décret du 31 janvier 2008, complété par la circulaire prise le 27 février 2008 par la direction générale de l'action sociale. En prenant le décret d'application de la loi pour l'égalité des chances fixant le montant minimal et les modalités de versement de la gratification de stage, le Gouvernement a entendu permettre à la loi de s'appliquer enfin sur ce point. Ce faisant, le Gouvernement a eu le souci d'adopter une position équilibrée pour ne pas décourager l'offre de stage, en fixant le montant de gratification minimale obligatoire au même niveau que la franchise de charges sociales dont bénéficient les organismes d'accueil de stagiaires. L'application des règles sur les stages à l'ensemble des structures privées et associatives permet de placer les stagiaires sur un pied d'égalité et il est logique qu'à terme une gratification soit également prévue pour les stagiaires accueillis dans la sphère publique, même si celle-ci ne relevait pas du champ d'application de la loi pour l'égalité des chances et donc de son décret d'application. L'application de la gratification obligatoire des stages étudiants des formations initiales en travail social met effectivement une dépense nouvelle à la charge des établissements et services d'accueil, la plupart du temps financés sur fonds publics. Soucieux d'un fonctionnement harmonieux de l'appareil de formation, l'État a veillé à en neutraliser l'impact sur les opérateurs qu'il finance par ses crédits budgétaires et ceux de l'assurance-maladie. Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité a donné des instructions très claires en ce sens aux services déconcentrés dès le mois de février dernier, précisées par une circulaire récente. Certains conseils généraux ont pris, de leur propre initiative, des dispositions qui assurent aux structures qu'ils financent qu'elles ne seront pas empêchées de prendre un étudiant en stage pour des raisons financières. Dans le respect de l'autonomie des

collectivités territoriales auquel il est attaché, le ministre a également demandé au président de l'Assemblée des départements de France de bien vouloir sensibiliser les présidents de conseils généraux à l'intérêt d'une approche pragmatique et facilitatrice. Une fois ces difficultés immédiates résolues, les conditions de mise en oeuvre des nouvelles dispositions seront évaluées avec l'ensemble des acteurs concernés.

Données clés

Auteur : [M. Louis Cosyns](#)

Circonscription : Cher (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 21715

Rubrique : Travail

Ministère interrogé : Travail, relations sociales, famille et solidarité

Ministère attributaire : Travail, relations sociales, famille et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 avril 2008, page 3415

Réponse publiée le : 29 juillet 2008, page 6631